

DECRET N° 2017- 0106 /PRES/PM/MINEFID
portant régime juridique des ordonnateurs de
l'Etat et des autres organismes publics.

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

- VISÉ N° 0006*
15/03/2017
- VU la Constitution ;
 - VU le décret n°2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
 - VU le décret n°2016-003/PRES/PM du 12 janvier 2016 portant composition du Gouvernement ;
 - VU la loi organique n° 14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la cour des comptes et procédures applicables devant elle ;
 - VU la loi n°008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso ;
 - VU la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances ;
 - VU le décret n°2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 08 février 2016 portant attributions des membres du gouvernement ;
 - VU le décret n°2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement ;
 - VU le décret n°2016-598/PRES/PM/MINEFID du 08 juillet 2016 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 28 décembre 2016 ;

DECRETE

TITRE I : DU CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1 : Le présent décret fixe le régime juridique applicable aux ordonnateurs en matière d'élaboration, d'exécution du budget et de gestion des biens et matières de l'Etat et des autres organismes publics assujettis aux règles de la comptabilité publique.

TITRE II : DE L'EXERCICE DE LA FONCTION D'ORDONNATEUR

CHAPITRE 1 : DE LA FONCTION D'ORDONNATEUR

ARTICLE 2 : Est ordonnateur toute personne ayant qualité au nom de l'Etat et des autres organismes publics de prescrire l'exécution des recettes et/ou des dépenses inscrites au budget, et les ordres de mouvements affectant le patrimoine.

En matière de recettes, l'ordonnateur constate les droits de l'Etat et des autres organismes publics, liquide et émet les titres de créances correspondants.

En matière de dépenses, sous réserve des dispositions particulières, il procède aux engagements, liquidations et ordonnancements.

En matière de patrimoine, il émet des ordres de mouvements affectant les biens et matières de l'Etat et des autres organismes publics.

ARTICLE 3 : Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie des crédits dont ils ont la charge à des agents publics dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

A ce titre, la délégation comporte deux volets :

- une délégation de gestion des crédits comportant les actes d'engagement et de propositions de liquidation. Dans ce cas, le délégataire est un gestionnaire de crédits.
- une délégation d'ordonnement emportant au profit du délégataire un pouvoir de liquidation et de mandatement des dépenses.

Les ordonnateurs peuvent également être suppléés en cas
d'absence
ou d'empêchement.

CHAPITRE 2 : DES PRINCIPES GENERAUX

ARTICLE 4 : Les fonctions d'ordonnateur et celles de comptable public sont incompatibles.

Toutefois, sur habilitation du ministre chargé des finances, certains comptables publics peuvent assumer, outre leurs fonctions propres, la liquidation de certaines recettes ou de certaines dépenses assignées à leurs caisses.

Les conjoints, ascendants ou descendants au premier degré des ordonnateurs ne peuvent être comptables des organismes publics auprès desquels lesdits ordonnateurs exercent leurs fonctions.

Dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires particulières, l'exercice de certaines activités est interdit aux ordonnateurs.

ARTICLE 5 : Toutes les ressources et toutes les charges de l'Etat et des autres organismes publics sont imputées aux comptes ouverts dans les écritures des ordonnateurs et de leurs délégués, lesquels sont chargés de leur centralisation.

ARTICLE 6 : Aucune recette ne peut être ordonnancée sans avoir été préalablement autorisée par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : Aucune dépense ne peut être engagée, liquidée ou ordonnancée à la charge de l'Etat et des autres organismes publics, si elle n'a pas été prévue au budget et n'est pas couverte par des crédits régulièrement ouverts.

ARTICLE 8 : Aucun mouvement affectant les biens et les matières de l'Etat et les autres organismes publics ne peut être ordonné que dans le cadre exclusif de leur utilisation pour nécessité de service public.

ARTICLE 9 : Il ne peut être procédé à aucune création ou transformation d'emploi qui n'ait été expressément autorisée par décret pris en Conseil des ministres. Toutefois, les transformations d'emplois, ainsi que les recrutements et autres modifications de rémunération ne peuvent être décidés s'ils sont de nature à provoquer un dépassement de crédit annuel préalablement ouvert.

ARTICLE 10 : Sous réserve des dispositions concernant les autorisations d'engagement, les crédits ouverts et les plafonds des autorisations d'emplois fixés au titre d'une année ne créent aucun droit au titre des années suivantes.

Les autorisations d'engagement, disponibles sur un programme à la fin de l'année, peuvent être reportées sur le même programme ou, à défaut sur un programme poursuivant les mêmes objectifs par décret pris en conseil des ministres, majorant à concurrence les crédits de l'année suivante.

Par exception à l'alinéa 1 du présent article, les crédits de paiement relatifs aux dépenses d'investissement disponibles sur un programme à la fin de l'année peuvent être reportés sur le même programme dans la mesure où les reports de crédits retenus ne dégradent pas l'équilibre budgétaire tel que défini à l'article 47 de la loi organique relative aux lois de finances.

Les reports s'effectuent par décret pris en conseil des ministres, en majoration des crédits de paiement pour les investissements de l'année suivante, sous réserve de la disponibilité des financements correspondants.

Ce décret, qui ne peut être pris qu'après clôture des comptes de l'exercice précédent, est consécutif à un rapport du ministre chargé des finances. Ce rapport évalue et justifie les ressources permettant de couvrir le financement des reports, sans dégradation du solde du budget autorisé de l'année en cours.

ARTICLE 11 : Les présidents d'institutions et les ministres ne peuvent accroître, par aucune ressource particulière, le montant des crédits de leurs programmes ou dotations.

ARTICLE 12 : Lorsque, des biens meubles ou immeubles appartenant à l'Etat et aux autres organismes publics sont vendus, le produit brut de la vente est porté en recettes au budget de l'année en cours.

Doivent être également pris en recettes, la restitution des sommes qui auraient été payées indûment ou par erreur et, généralement, tous les fonds qui proviendraient d'une source étrangère aux prévisions budgétaires.

Toutefois, en ce qui concerne le ministère chargé de la défense nationale, les produits de la vente de matériels neufs, des imputations ainsi que des sommes recouvrées à la suite de paiements indus font l'objet d'une procédure de rétablissement de crédits au profit dudit ministère.

CHAPITRE 3 : DU ROLE DES ORDONNATEURS DANS LA PREPARATION DU BUDGET

ARTICLE 13 : Le 15 janvier au plus tard de l'année précédant celle donnant son nom au budget, une circulaire signée par le Président du Faso précise le calendrier des concertations et des activités liées à la préparation du projet de loi de finances jusqu'à son dépôt sur le bureau de l'Assemblée Nationale. Cette circulaire est rendue publique.

ARTICLE 14 : Le 1^{er} mai au plus tard de l'année précédant celle donnant son nom au budget, une circulaire signée par le Président du Faso est adressée à chaque institution et ministère. Elle précise les conditions dans lesquelles doivent être présentées les propositions budgétaires pour l'année à venir.

Elle a, notamment pour objet de:

- fixer les normes et méthodes suivant lesquelles seront présentées les demandes concernant les dépenses ordinaires et les dépenses en capital;
- définir les documents justificatifs à fournir.

Elle invite, en outre, chaque Président d'institution ou ministre à établir, à l'appui de ses propositions, une note synthétique faisant ressortir à la fois:

- * l'état de réalisation du budget précédent et du budget en cours ainsi que les difficultés rencontrées;
- * l'orientation future envisagée dans le cadre de la politique sectorielle de l'institution et du département ministériel intéressé et, par voie de conséquence, les activités auxquelles il est prévu de donner un caractère prioritaire et celles dont la réduction est envisagée;
- * les incidences, évaluées de façon aussi précise que possible que les augmentations proposées de dépenses en capital auront sur le budget de fonctionnement;
- * la prise en compte des indications et recommandations du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle.

ARTICLE 15 : Chaque président d'institution ou ministre communique immédiatement la circulaire présidentielle avec ses propres instructions, s'il y a lieu, à ses différents programmes ou services.

